



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHE N° DRAC33 2023-72- -00-202-33-54

Maître d'ouvrage : Ministère de la culture

Représentant du maître d'ouvrage : Direction régionale des affaires culturelles de la Nouvelle-Aquitaine

Pouvoir adjudicateur : Etat - Ministère de la culture

Représentant du pouvoir adjudicateur : Le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine

Nature de l'opération : Acquisition Package Laser LEICA RT C360 ou équivalent avec contrat de maintenance 5 ans et licence permanente Cyclone Register 360 plus avec contrat de maintenance 3 ans

IMPUTATION	
Centre financier : 0175-DR33-D633	
Centre de coûts : CCDDR02033	
Domaine fonctionnel: 0175-01-10	
Date de notification du marché :	
EJ CHORUS :	
Montant : € TTC	

Procédure adaptée passée en application des dispositions des articles R. 2123-1 du décret 2018-1075 du 03 décembre portant partie réglementaire du code de la commande publique

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R. 2191-60 du décret 2018-1075 du 03 Décembre portant partie réglementaire du code de la commande publique :

Monsieur le directeur régional des affaires culturelles.

Ordonnateur : Madame la directrice régionale des affaires culturelles.

Comptable public assignataire des paiements : Monsieur le Directeur Départemental des Finances Publiques de la Vienne

(Page à utiliser si le contractant est une entreprise individuelle)

(Page à utiliser si le contractant est une société (ou un groupement d'intérêt économique))

- ACTE D'ENGAGEMENT -

ARTICLE 1° - CONTRACTANT

Je, soussigné : en qualité de :

agissant :

(1)- En mon nom personnel.

(1)- Au nom et pour le compte de la société (*intitulé complet et forme juridique de la société*):

ayant son siège social :

N° de téléphone :

Immatriculé à l'I.N.S.E.E

. N° d'identité d'établissement au S.I.R.E.T. :

. Code d'activité économique principale A.P.E. :

. N° d'inscription

(1)- au registre du commerce de :

sous le numéro :

(1)- au répertoire des métiers de :

sous le numéro :

- ACTE D'ENGAGEMENT -

ARTICLE 1° - CONTRACTANT

Nous, soussignés, engageant ainsi les personnes physiques ou morales ci-après, et désignées dans le marché sous le nom de contractant.

PREMIER CONTRACTANT

Je, soussigné : en qualité de :

agissant :

(1)- En mon nom personnel.

(1)- Au nom et pour le compte de la société (*intitulé complet et forme juridique de la société*):

ayant son siège social :

N° de téléphone :

Immatriculé à l'I.N.S.E.E

. N° d'identité d'établissement au S.I.R.E.T. :

. Code d'activité économique principale A.P.E. :

. N° d'inscription

(1)- au registre du commerce de sous le numéro :

(1)- au répertoire des métiers de sous le numéro :

DEUXIEME CONTRACTANT

Je, soussigné : en qualité de :

agissant :

(1)- En mon nom personnel.

(1)- Au nom et pour le compte de la société (*intitulé complet et forme juridique de la société*):

ayant son siège social :

N° de téléphone :

Immatriculé à l'I.N.S.E.E

. N° d'identité d'établissement au S.I.R.E.T. :

. Code d'activité économique principale A.P.E. :

. N° d'inscription

(1)- au registre du commerce de sous le numéro :

(1)- au répertoire des métiers de sous le numéro :

après avoir :

- pris connaissance du Cahier des Charges et des documents qui y sont mentionnés ;
- produit les documents et renseignements visés aux articles R2143-11 et 12 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 ;
- **m'engage** sans réserve, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à 14 du décret n° 2018-1075, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **me** lie toutefois que si son acceptation **m'**est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

(1) *Rayer la mention inutile*

- **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés solidaires**, représentés par :

--

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à 14 du décret n° 2018-1075, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

- **nous engageons** sans réserve, en tant que cotraitants **groupés conjoints**, représentés par :

--

mandataire du groupement, à produire, dans les conditions fixées au règlement de la consultation, les certificats, attestations et déclarations mentionnés aux articles R2143-6 à 14 du décret n° 2018-1075, conformément aux stipulations des documents cités ci-dessus, à exécuter les prestations du présent marché dans les conditions ci-après définies et selon la répartition des prestations précisée en annexe au présent acte d'engagement.

Le mandataire du groupement conjoint **est solidaire** de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, pour l'exécution du marché.

L'offre ainsi présentée ne **nous** lie toutefois que si son acceptation **nous** est notifiée dans un délai de 120 jours à compter de la date limite de remise des offres fixée par le règlement de la consultation.

ARTICLE 2 - PRIX

Les modalités de révisions de prix sont fixées à l'article 6 de l'acte d'engagement.

Les prestations définies au Cahier des charges sont réalisées en une seule tranche.

Les prestations seront réalisés conformément aux conditions stipulées dans les documents précités et moyennant le **prix global et forfaitaire établi** par moi-même sur la base du **Cahier des charges** dressé par le représentant du maître d'ouvrage

Le montant des travaux est évalué à la somme de (en lettres et en chiffres):

(€)
(non compris T.V.A.)

L'incidence **T.V.A** est de **20,0 %**.

Le montant de la **T.V.A** s'élève à la somme de (en lettres et en chiffres):

(€)

Le montant des travaux s'élève, après application de la **T.V.A.**, à la somme de
(en lettres et en chiffres):

(€)

Les annexes n° _____ au présent acte d'engagement indiquent la nature et le montant des travaux que j'envisage de faire exécuter par des sous-traitants payés directement, le nom de ces sous-traitants et les conditions de paiement des contrats de sous-traitance, le montant des travaux sous-traités indiqué dans chaque annexe constitue le montant maximal non révisable, ni actualisable, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

Chaque annexe constitue une demande d'acceptation du sous-traitant concerné et d'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance, demande qui est réputée prendre effet à la date de notification du marché; cette notification est réputée emporter acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance.

Le montant total des travaux que j'envisage de sous-traiter conformément à ces annexes est de :

_____ €

En outre, le tableau ci-après indique la nature et le montant des travaux que j'envisage de faire exécuter par des sous traitants payés directement après avoir demandé en cours de travaux leur acceptation et l'agrément des conditions de paiement les concernant à la personne responsable du marché; les sommes figurants à ce tableau correspondant au montant maximal, non révisable, ni actualisable, de la créance que le sous-traitant concerné pourra présenter en nantissement ou céder.

<u>NATURE DES TRAVAUX</u>	<u>MONTANT DES TRAVAUX</u>
	<u>TOTAL :</u>

Le montant maximal de la créance que je pourrai présenter en nantissement ou céder est ainsi de :

(_____ €)

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur au mois de signature de l'acte d'engagement par le titulaire. Ce mois est appelé "mois zéro".

ARTICLE 3 - DELAIS

A titre indicatif, le début de l'intervention est prévu vers le mois de juin 2023

ARTICLE 4 - PAIEMENTS

Le maître de l'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché en en faisant porter le montant au crédit du compte ouvert (**joindre un RIB**):

- **Prestataire unique**

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit du compte (joindre un RIB ou RIP) :

[illegible]

Toutefois, la personne publique se libérera des sommes dues aux sous-traitants payés directement en en faisant porter les montants au crédit des comptes désignés dans les annexes, les avenants ou les actes spéciaux.

- **Groupeement solidaire**

La personne publique se libérera des sommes dues au titre du présent marché en faisant porter le montant au crédit des comptes (joindre un RIB ou RIP) :

Cotraitant 1																																																											
compte ouvert à l'organisme bancaire :																																																											
à :																																																											
au nom de :																																																											
sous le numéro :																														clé RIB :																													
code banque :																									code guichet :																																		
IBAN																																																											
BIC (par SWIFT)																																																											

Cotraitant 2																																												
compte ouvert à l'organisme bancaire :																																												
à :																																												
au nom de :																																												
sous le numéro :																									clé RIB :																			
code banque :																									code guichet :																			
IBAN																																												
BIC (par SWIFT)																																												

[illegible]

--	--

--	--

--	--

1

1

[illegible][illegible]

Cotraitant 1

--

--

--

1

1

[illegible][illegible]

Cotraitant 2

--	--

--	--

--	--

1

[illegible][illegible]

La facture sera déposée au format pdf et elle mentionnera le numéro d'engagement juridique indiqué à la première page du marché (N° EJ Chorus).

Pour le dépôt de la facture le cadre de facturation est le cadre A1 : Dépôt par fournisseur d'une facture simple

Le code du service exécutant est le: CGF0000086 et le code SIRET Etat est le 11000201100044

Le paiement sera effectué par la voie du mandat administratif.

Le délai de paiement ne peut excéder 30 (trente) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement.

Le point de départ du délai de paiement est la date de dépôt dans chorus de la facture.

Le dépassement du délai global de paiement ouvre de plein droit pour le titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants payés directement, le bénéfice d'intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai global de paiement.

Tout retour de cette demande formulée par écrit et dûment motivée suspend toutefois le délai de paiement jusqu'à la remise par le Titulaire de la totalité des justifications qui lui ont été réclamées.

ARTICLE 5 – AVANCE

Une avance est versée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial de la tranche considérée est au moins égal au seuil fixé par l'article R. 2191-3 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Son montant est égal :

- Pour les lots dont le délai d'exécution ne dépasse pas un an, à vingt pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

- Pour les lots dont le délai d'exécution, dépasse un an, au produit par 12/N de trente pour cent (30 %) du montant initial TTC du marché ; article R. 2191-7 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique,

N étant le délai d'exécution exprimé en mois.

Le mandatement de l'avance forfaitaire intervient sans formalité dans le délai d'un mois, compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution.

Son montant ne sera ni révisé, ni actualisé.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque ledit montant a atteint quatre vingt pour cent (80 %) du montant du marché; article R. 2191-14 du décret n°2018-1075 du 03 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

Prestataire unique

Le prestataire désigné ci-devant :

- **refuse** de percevoir l'avance prévue à l'article 5 de l'AE.
- **ne refuse pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5 de l'AE.

Groupeement solidaire

Les prestataires désignés ci-devant :

- **refusent** de percevoir l'avance prévue à l'article 5.2 de l'AE.
- **ne refusent pas** de percevoir l'avance prévue à l'article 5 de l'AE.

- **Groupement conjoint**

N° du cotraitant	Avance prévue à l'article 5 de l'AE	
1	- refusent de la percevoir	- ne refusent pas de la percevoir
2	- refusent de la percevoir	- ne refusent pas de la percevoir
3	- refusent de la percevoir	- ne refusent pas de la percevoir

ARTICLE 6 – MODALITES DE REVISIONS DE PRIX

Les prix sont fermes et définitifs

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS DIVERSES

RETENUE DE GARANTIE

Il n'est pas prévu de retenue de garantie.

DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Pas de dérogations

ASSURANCES

Le titulaire aura souscrit une assurance le couvrant pour les responsabilités civiles et professionnelles qu'il pourrait encourir sur le fondement des articles 1382 et suivants du Code Civil dans l'accomplissement des tâches qui lui incombent au titre du présent contrat.

La police garantissant les responsabilités civiles et professionnelles comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

DECLARATION DU TITULAIRE

Le titulaire,

DECLARE

avoir souscrit les déclarations lui incombant en matière d'assiette des impôts, des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales, ainsi que des cotisations aux caisses de congés payés et d'assurances chômage, dans les délais légaux et effectué dans les délais les paiements y afférant,

S'ENGAGE

Sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-dessus définies.

ATTESTE

réaliser les prestations avec des salariés et collaborateurs employés régulièrement au regard des articles L1221-10, 13 et 15 L3243-1, 2 et 4 du Code du Travail.

DECLARE

Être titulaire d'une assurance me couvrant pour les responsabilités que je pourrai encourir sur le fondement des articles 1382 et suivants du Code Civil dans l'accomplissement des tâches qui m'incombent au titre du présent marché. La police garantissant les responsabilités civiles et professionnelles comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

Fait en un seul original

A

Le

Mention (s) manuscrite (s) "lu et approuvé"
(signature du (des) Prestataire(s))

Est acceptée la présente offre pour valoir acte d'engagement.

A Bordeaux, le

Le représentant du pouvoir adjudicateur